

Convention collective nationale

IDCC : 1265. – **RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES**
(codification des textes pris pour l'application
de l'accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Bulletin officiel n° 1987-20)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-237 DU 22 SEPTEMBRE 2005
RELATIF À LA MODIFICATION D'ARTICLES
NOR : ASET0551230M
IDCC : 1265

L'article 3 *bis* de la convention et les articles 38, 39, 40 et 41 de l'annexe I à la convention sont modifiés comme ci-après.

Dans l'article 3 *bis* de la convention, la référence à l'article 38 de l'annexe I est remplacée par la référence à l'article 39 de l'annexe I.

Article 38 de l'annexe I :

Le titre de cet article est désormais le suivant : « Compensation ».

L'article 38 de l'annexe I est désormais libellé comme suit :

« Le conseil d'administration de l'AGIRC est chargé de réaliser la compensation financière entre les institutions.

La compensation place chaque institution dans une situation de trésorerie identique à celle enregistrée au niveau global du régime.

Pour sa réalisation, des transferts de fonds entre les institutions sont effectués trimestriellement par la fédération. »

Article 39 de l'annexe I :

Le titre de cet article est désormais le suivant : « Réserve technique du régime ».

L'article 39 de l'annexe I est désormais libellé comme suit :

« La réserve technique est destinée, d'une part, à assurer la couverture des besoins de trésorerie des institutions et, d'autre part, à permettre le financement complémentaire que nécessiterait l'équilibre des opérations de retraite du fait des évolutions conjoncturelles ou des décisions prises par les partenaires sociaux.

La réserve technique est dotée des excédents ou diminuée des déficits des opérations de retraite, et augmentée des produits financiers nets de ladite réserve.

Le conseil d'administration de l'AGIRC est chargé de répartir la réserve technique entre les institutions, y compris la fédération.

Chacune des institutions gère la quote-part de la réserve technique qui lui est confiée, dans les conditions déterminées par le règlement financier de l'AGIRC. »

L'article 40 de l'annexe I est supprimé.

L'article 41 de l'annexe I est supprimé.

Fait à Paris, le 22 septembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Mouvement des entreprises de France ;

Confédération générale des petites et moyennes entreprises.

Syndicats de salariés :

Confédération française de l'encadrement CGC ;

Union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT ;

Union générale des ingénieurs, cadres et assimilés CFTC ;

Union des cadres et ingénieurs de la CGT-FO ;

Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT.